

Protection de l'environnement
5 boulevard Jacques Chaban-Delmas
CS 60074
33070 BRUGES

BRUGES, le 17/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/10/2022

Contexte et constats

Publié sur



EARL VIGNOBLES LASCAUX

CAILLEBOSSE
33910 Saint-Martin-du-Bois

Références : 2023-1995
Code AIOT : 0053321183

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19 octobre 2022 dans l'établissement EARL VIGNOBLES LASCAUX implanté CAILLEBOSSE 33910 Saint-Martin-du-Bois. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection entre dans le cadre des inspections, après les vendanges, d'exploitations implantées dans des bassins versants sensibles ou présentant des enjeux environnementaux importants.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EARL VIGNOBLES LASCAUX
- CAILLEBOSSE 33910 Saint-Martin-du-Bois
- Code AIOT : 0053321183
- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise SCEA VIGNOBLES LASCAUX a actuellement domicilié son établissement principal à SAINT-MARTIN-DU-BOIS.

L'établissement, situé au LIEU DIT CAILLEBOSSE 33910 ST MARTIN DU BOIS, est l'établissement siège de l'entreprise du Château Lascaux. Créé le 01-06-2006, son activité est la culture de la vigne avec la préparation et conditionnement de vins pour un volume de production de 1150 hL/an sur un vignoble de 23 hectares.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Dispositions générales
- Implantation et aménagement
- Exploitation et entretien
- Eau

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Réseau de collecte	Arrêté Ministériel du 15/03/1999, Annexe I, paragraphe 5.3	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Conformité de l'installation à la déclaration	Arrêté Ministériel du 15/03/1999, Annexe I, paragraphe 1.1	/	Sans objet
2	Intégration dans le paysage	Arrêté Ministériel du 15/03/1999, Annexe I, paragraphe 2.1	/	Sans objet
3	Propreté	Arrêté Ministériel du 15/03/1999, Annexe I, paragraphe 3.2	/	Sans objet
5	Interdiction des rejets en nappe	Arrêté Ministériel du 15/03/1999, Annexe I, paragraphe 5.6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement n'a pas remarqué de pollution sur le site. Une zone de brûlage a été constatée non loin de l'établissement, mais l'exploitant a assuré que cela ne venait pas de son établissement.

Les constructions de l'aire de lavage qui étaient initialement prévues pour le printemps 2022 ont été repoussées pour 2023, ainsi que l'agrandissement du chai de 100 m². De plus, l'établissement doit mettre à jour le dossier ICPE pour la quantité de production et conditionnement de vin, car il est désormais à 1150 hL/an contre 800 déclaré auparavant (<https://entreprendre.service-public.fr/vosdroits/R39939>).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité de l'installation à la déclaration

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/03/1999, Annexe I, paragraphe 1.1
Thème(s) : Situation administrative, Dispositions générales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation doit être implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la déclaration, sous réserve du respect des prescriptions ci-dessous.
Constats : L'exploitant a signalé que le changement de propriétaire est en cours.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Intégration dans le paysage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/03/1999, Annexe I, paragraphe 2.1
Thème(s) : Autre, Implantation et aménagement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site. L'ensemble du site doit être maintenu en bon état de propreté.
Constats : L'ensemble du site est maintenu propre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/03/1999, Annexe I, paragraphe 3.2
Thème(s) : Autre, Exploitation et entretien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières.
Constats : Les locaux sont propres et le matériel de nettoyage est adapté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Réseau de collecte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/03/1999, Annexe I, paragraphe 5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le réseau de collecte doit être de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées. Les points de rejet des eaux résiduaires doivent être en nombre aussi réduit que possible et aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillon.
Constats : L'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement a constaté que l'aire de lavage est constituée de bennes non étanche, mais l'exploitant a fait savoir qu'un devis a été signé pour des travaux en 2023.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Interdiction des rejets en nappe

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/03/1999, Annexe I, paragraphe 5.6
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le rejet même après épuration d'eaux résiduaires dans une nappe souterraine est interdit.
Constats : Les eaux du chai sont dirigées vers une lagune.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet